

DÉCLARATION DE LA CGT AU CA DU 18 DÉCEMBRE, concernant le budget primitif 2013

Malgré les déclarations du gouvernement priorisant l'Éducation Nationale et sanctuarisant les emplois de l'Enseignement Supérieur et la Recherche, les universités souffrent chaque année toujours plus du désengagement de l'État

Ce désengagement de l'État que nous avons dénoncé depuis le début vise à pousser les universités à prendre des mesures internes de réduction de masse salariale et de fonctionnement.

L'exemple est marquant à l'Université d' Aix Marseille, 85 % du budget de fonctionnement autorisé à être dépensé pour cette année pour cause de rigueur budgétaire, la masse salariale en recul des besoins, l'harmonisation des primes à minima, tout ceci pour cause de déficit du fond de roulement à hauteur de 23 M €.

L'université voit son budget Primitif de la masse salariale pour 2013 à 477,206 M €, alors que celui de 2012 était de 468,264 M € (source document CNESER). Ce qui correspond à une augmentation de 1,83 % qui ne couvre pas le Glissement-vieillesse-technicité (GVT), ni l'inflation qui serait selon INSEE de 1,8 % à 2 %.

Aucun emploi des 1000 postes n'est prévu pour abonder le déficit des emplois de cette université.

Voilà donc les conséquences de la fusion des universités d'Aix Marseille.

La CGT exige un retour à des mécanismes de régulation nationale, à une gestion nationale des personnels titulaires. Cette demande rejoint la revendication de rupture avec les politiques menées depuis une dizaine d'années. Elle passe par l'abrogation de la loi Pacte pour la Recherche et de la loi LRU.

La CGT refuse le budget de la MIREs. En résonance avec la démarche des quinze présidents d'universités, refusant de réduire le nombre de postes, de diminuer les crédits de formation et de recherche. Notre organisation Ferc Sup CGT votera contre le budget primitif 2013 de l'université d' Aix Marseille.